

Evolution sans révolution

L'ESSOR poursuit sa mue graphique qui prend dès maintenant plus d'ampleur. Vous avez réagi plutôt positivement aux nouveautés introduites dans le numéro précédent. Pour ce numéro 2, la rédaction a écouté vos remarques et en a très largement tenu compte, ce d'autant plus que la plupart de vos observations ont rejoint celles de notre équipe rédactionnelle. Mais, rien n'est «gravé dans le marbre», et L'ESSOR restera attentif à vos réactions. Vous verrez quelques changements mineurs, presque cosmétiques, dans votre journal. C'est que nous avons souhaité faire évoluer quelque peu le contenant et le contenu. Mais vous y retrouverez bien entendu ce qui a fait de L'ESSOR un journal unique, à savoir un thème par numéro, forum libre ou forum à thème proposé et choisi démocratiquement par l'équipe de rédaction. Nous y avons ajouté quelques rubriques que nous souhaitons régulières. Ainsi, vous retrouverez une page pour vos réactions ou commentaires, en somme une page de «courrier des lecteurs». Nous aurons aussi une rubrique régulière concernant les livres, mais aussi l'audio-visuel: films, radios, musiques, télévisions, etc. Rien de ce que vous aviez auparavant ne disparaît, les bonnes nouvelles restent plus que jamais nécessaires et vous retrouverez dans son intégralité tout ce que vous aviez l'habitude de voir figurer dans votre ESSOR. En attendant, la rédaction vous souhaite une bonne lecture, mais aussi, permettez-nous d'espérer vous avoir intéressés, avoir piqué votre curiosité, vous avoir fait sourire et, qui sait, peut-être même... réfléchir.

Sommaire

Editorial	2
Besoin d'ailleurs	2
Ce qu'il ne faut pas dire	3
Ukraine, la guerre de trop	4
Forum:	
Une Europe différente	5 à 13
Vu, lu, entendu	14-15
Bonnes nouvelles	16

Courrier des lecteurs
Dans le prochain numéro, peut-être!

Silence, on tue!

De la terre encore fumantes
S'élèvent des plaintes haletantes
Qui sont ceux qui hurlent au vent?
Ils demandent l'aide de l'OTAN
Mais le monde complètement sourd
Pèse le contre et puis le pour
Il s'interroge pour savoir
S'il doit donner de l'espoir
Interviendra-t-il ou pas?
Il se tâte mais ne bouge pas
Sous un déluge de missiles
Un peuple meurt immobile
Résistants ils l'ont été
On l'a vu à la télé

Emilie Salamin-Amar

Le Forum de ce numéro d'avril 2022 est consacré à l'Europe. Cette Europe que nous avons tant de peine à comprendre comme elle peine à saisir notre «suissitude». Il existe pourtant des solutions, vous les lirez en pages 8 & 9 sous la plume de Paul Fivat, ancien ambassadeur de Suisse pour qui le sujet n'a plus de secrets. D'autre part, la surveillance abrupte de la guerre en Ukraine a montré à quel point il est difficile de défendre LA démocratie face à la brutalité des régimes dictatoriaux qui ne respectent rien, pas même leurs propres populations. On le sait, la démocratie n'est sans doute pas le meilleur des systèmes, mais c'est certainement le moins mauvais. Le «presidyen't» n'a pas cessé de piller son peuple, d'assassiner les journalistes ou d'empoisonner les contestataires. En attendant ses vieux jours, il s'est fait aménager une petite datcha, un palais pharaonique de 17'691 m² à Sotchi. Comprenez qui pourra!

Le comité rédactionnel

Une presse libre

Une fois de plus, la Suisse a été victime du *röstigraben* le 13 février dernier. En effet, les cantons romands qui ont accepté la «Loi fédérale sur un train de mesure en faveur des médias» ont été mis en minorité par les cantons alémaniques. Au passage, soulignons que le mensonge et l'exagération ont été au rendez-vous et qu'ils ont largement contribué à fausser l'opinion du corps électoral.

Le peuple a toujours raison

Dans une démocratie, la majorité du peuple a toujours raison même si, comme dans le cas présent, le Conseil fédéral et les francophones sont battus. Alors, acceptons la défaite et battons-nous pour améliorer la situation. Les adversaires du projet affirmaient que le subventionnement par l'Etat risquait d'entraver la liberté rédactionnelle des journaux. Quel mensonge alors que les initiateurs du référendum sont ceux-là même qui, avec leurs millions, tiennent les commandes de grands journaux qui sont à leur botte. Depuis quelques années, de nombreux journaux ont disparu en Suisse faute de moyens financiers. C'est un affaiblissement de la liberté d'expression qui renforce les partisans de la pensée unique. Constatons par ailleurs que la tragique invasion de l'Ukraine fait apparaître une presse totalement muselée par le pouvoir en Russie.

2

*Je croirais vraiment à la liberté de la presse
quand un journaliste pourra écrire
ce qu'il pense vraiment de son journal.*

*Dans son journal.
Guy Bedos*

Et l'Essor dans tout ça...

Pour sa part, l'Essor, qui ne peut compter que sur la générosité de ses abonnés et le bénévolat de son comité rédactionnel, restera toujours fidèle à sa charte soulignant qu'il travaille au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque. Aujourd'hui, votre journal rafraîchit sa présentation, comme il l'a fait plus ou moins régulièrement tout au long de ses 117 années d'existence. Puisse-t-il rester encore longtemps un journal indépendant, libre de toute contrainte publicitaire ou commerciale, un journal qui essaie de débusquer les vérités sous-jacentes et qui invite ses lecteurs à la réflexion!

Rémy Cosandey

L'ESSOR

Se lit sur papier et aussi sur internet

www.journal-lessor.ch

Plus de 100 ans d'archives de votre journal préféré

L'Air de... Bruxelles

Puisque le forum de ce numéro est consacré à l'Europe, il était naturel de s'intéresser à la capitale belge, qui est aussi la capitale européenne.

Bruxelles est bien plus qu'une ville parmi d'autres. Au-delà de la symbolique ajoutée par la présence en ses murs des institutions européennes, il reste un «mystère», entretenu par certaines «situations» typiquement bruxelloises.

Il y a cette «saveur» bruxelloise, qui commence par les noms de quelques-uns de ses célèbres cafés: qui n'a jamais mis les pieds à Bruxelles serait forcément interpellé par le Café «A la bécasse» ou évidemment par cet autre célébrité belge: «A la mort subite». Nous n'oublierons pas «La Fleur en Papier Doré» ni «La Porte noire».

On ne peut parler de Bruxelles et passer sous silence «La Lambic», cette bière exclusivement et typiquement bruxelloise. On dit que nombre d'artistes célèbres y ont goûté, dont Alfred Jarry qui y a sans doute trouvé l'étincelle de surréalisme propre à la Belgique en général et à Bruxelles en particulier.

Mais Bruxelles, c'est aussi la BD, à commencer par *Tintin*, *Spirou*, *Gaston Lagaffe*, *Blake et Mortimer* et tant d'autres qui, derrière Magritte, sont autant de messagers du surréalisme. La bande dessinée belge a conquis le monde et ce n'est certainement pas sans raison.

Et puis il y a ces Bruxellois et Bruxelloises célèbres dont on ignore en général qu'ils ou elles sont nés à Bruxelles. Tenez par exemple: la Reine Christine ou autrement dit Christine Ockrent, si profondément ancrée dans la sphère médiatique franco-parisienne qu'on en oublie sa belgitude. Notre Jacques Piccard national, fils d'Auguste et père de Bertrand, est lui aussi né à Bruxelles. Et bien sûr Marguerite Cleenewerck de Crayencour qui rendra célèbre son anagramme: Madame Yourcenar.

Alors oui, il souffle de Bruxelles quelque chose qui n'appartient qu'à Bruxelles, un zéphyr léger qui transporte les chansons de Brel, les tableaux de Magritte, l'esprit de Yourcenar et les phylactères d'Edgar P. Jacobs.

Mais, par-dessus tout, il y a l'humour qui fait dans le surréalisme comme Monsieur Jourdain faisait dans la versification. Parce que tout de même, il faut rappeler ici que Gaston Lagaffe a réussi à bouter le feu à des... extincteurs. *M'enfin*, tout est dit!

S. Jensen, Suisse de Bruxelles

Coup de queue

Les c... voient de la liberté

Car ils y montent d'Ottawa à Paris en camions et autres vastes bagnoles pour prétendument défendre la liberté qu'en fait et dits ils massacrent, une liberté en leurs gesticulations haineuses et brutales qui est tout le contraire de ce qu'ils montrent et disent. Nous voici vraiment dans l'ère du vide. Comme en ces jeux chinois olympiques de la simili-neige, des faux semblants, de l'ersatz et du ravage violent des montagnes. Contre l'univers, le métavers. Contre la vie, le succédané. Succès damné. Tant qu'à bien faire remplacez Dieu par Satan, ô grands débiles californiens qui tentez de faire croire à coups de milliards au monde qu'il est plus facile de dire et d'écrire «easy» que «facile». Pauvres niais jadis immigrés des couches les plus sombres de l'Europe imbécile. Honte à ceux qui oseront les ramener, honte aux médailles toutes truquées de ces jeux de paille morte et de canons italiens jaunes à neige.

Jean Firmann - Eaux vives

Le coin du potache

Vaud perd le... Nord

La LAT (loi sur l'aménagement du territoire) pénalise de façon injuste les communes du Nord vaudois ainsi que les territoires «périphériques». Autrement dit: la campagne. Cette loi, par ailleurs tout à fait nécessaire, a été faite, entre autres choses, pour lutter contre l'inflation immobilière dont est victime la région lémanique. De Genève à Villeneuve, la crise, dite du logement, surestime les loyers. Hausse artificielle qui n'épargne pas le prix des loyers dans nos campagnes. Les prix montent, aspirés par certaines gérances qui profitent sans vergogne de cette saturation.

Les conséquences qui frappent le Nord vaudois proviennent d'une attitude réglementariste consistant à appliquer la loi de façon uniforme sur l'ensemble du canton. Ce qui ne tient pas compte des particularités locales et fait passer sous les fourches caudines de l'imperturbable administration cantonale les malheureuses communes

périphériques qui subissent les conséquences d'une saturation immobilière qu'elles ne connaissent pas. C'est une perte d'autonomie communale, et ça empêche, au nom d'une loi appliquée sans nuances, le développement économique, touristique, la mise en valeur d'un patrimoine culturel d'une commune. En appliquant la LAT de façon rigide – malgré les dénégations de la Direction du territoire et du logement de l'Etat – il y a bien peu de chances pour qu'un bourg puisse réaliser un projet, même si c'est le vœu exprimé par la population locale. Pourtant, dans d'autres domaines, l'Etat sait très bien différencier les choses, comme par exemple en matière fiscale, – où l'on a compris qu'une nuit à Sainte-Croix ne vaut pas la même nuit à Lausanne. En matière de santé, il a été constaté des tarifs d'assurances différents selon les zones de résidence. De là à dire que l'Etat voit mieux de l'œil sud que de l'œil nord, il n'y a qu'un pas. Vous, je ne sais pas, mais il me semble qu'une paire de lunettes correctrices pourrait aider quelques employés d'Etat, payés (aussi) par les impôts des habitants de la périphérie.

Coup de griffe

Prix ou droit de timbre? Faudrait savoir!

Dès le 1^{er} janvier 2022, le prix du timbre a augmenté. Le courrier A est passé de 1 fr. à 1,10 fr. et celui du courrier B de 85 à 90 centimes. Comme vous le pensez, je fais allusion au prix du timbre postal.

Ayant quelques réserves chez moi, je me suis rendue à la poste de Morges pour acheter des timbres de 10 et de 5 centimes afin de pouvoir faire l'appoint.

– Nous sommes en rupture de stock, me dit la préposée au guichet.

– Jusqu'à quand? Et comment dois-je faire pour affranchir mon courrier?

– Il vous faut venir au guichet pour envoyer votre courrier.

– Mais, je n'habite pas dans le secteur.

– Désolée, mais je ne peux pas vous vendre ce que je n'ai pas. Faut venir au guichet.

– Attendez, moi, j'habite à Echichens, je prends le bus qui me coûte 3,70 fr. le trajet, ce qui veut dire que je devrai déboursier 7,40 fr. pour acheter un timbre de 5 centimes?

– Il ne s'agit pas d'un timbre, Madame, mais d'un tampon officiel.

– Appelez-le comme vous voulez, mais c'est insensé! Avant d'augmenter le prix du timbre, il me semble qu'il aurait été plus judicieux de la part de la direction de la poste de procéder à l'impression de ces planches de nouveaux timbres.

Alors que je m'apprêtais à quitter les lieux, une dame qui se trouvait au guichet voisin m'interpelle et me dit:

– On est bien d'accord, c'est à ne rien comprendre! D'abord, ils augmentent les prix, et après, ils nous demandent de voter. A quoi servent les votations si tout est joué d'avance? Hein? Je vous le demande!

– Vous vouliez parler des votations du 13 février dernier sur les droits de timbre?

– Bien entendu! Ils augmentent d'abord et on vote après, c'est le monde à l'envers! On nous prend vraiment pour des imbéciles!

Emilie Salamin-Amar

Le dictateur et la Mère Courage

D'un côté, il y a Vladimir Poutine. De l'autre, Olga Semidyanova. Vladimir Poutine est un dictateur, un assassin et un menteur. Dictateur parce qu'il combat la démocratie et emprisonne tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui; assassin parce qu'il est responsable de la mort de milliers d'innocents, des femmes et des enfants principalement; menteur parce qu'il a renié sa promesse de résoudre par la diplomatie son contentieux avec l'Ukraine. Olga Semidyanova est médecin et mère de 12 enfants (6 qu'elle a mis au monde et 6 qu'elle a adoptés). Pour défendre son pays, elle n'a pas hésité à s'engager en tant que médecin militaire. Elle a sauvé beaucoup de soldats mais a fini par perdre la vie dans un affrontement avec l'armée russe. On l'appelle Mère Courage.

«Le roi est l'esclave de l'histoire»
Guerre et paix, Léon Tolstoï

Le conflit qui ravage l'est de l'Europe peut se résumer à ces deux clichés: un homme qu'on déteste et une femme qu'on admire. Contrairement à ce qu'on croit, Vladimir Poutine n'est pas fou. Il est rongé par le nationalisme et sa haine de l'Occident, celle-ci, il faut le souligner, ayant été attisée par les Etats-Unis qui considèrent que la Méditerranée est un lac américain et l'Europe le vassal de leur doctrine capitaliste. L'Europe doit conquérir son autonomie. Elle doit être, comme le souhaitait le général de Gaulle, une contrée s'étendant de l'Atlantique à l'Oural. Face à l'hégémonie des grandes puissances, elle doit s'unir pour trouver la place qui lui revient dans le monde. Elle est déjà la première puissance économique du globe. Elle doit maintenant devenir une force politique et assumer seule sa défense. La mort du Pacte de Varsovie n'a pas entraîné la dissolution de l'OTAN. Il serait temps de remettre en question une organisation qui n'a plus sa raison d'être depuis la fin de la «Guerre froide».

Pour l'instant, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en plus des pertes humaines irréparables, a une autre conséquence dramatique: elle a incité la plupart des pays à augmenter leurs dépenses militaires et à poursuivre ainsi la course aux armements. Malheureusement, l'argent qui sera dépensé pour l'achat d'avions, de tanks et de canons ne permettra pas de combattre les grands fléaux qui menacent l'humanité: la maladie, la faim et le réchauffement climatique. En conclusion, citons une très belle réflexion de Simone Veil: «Venus de tous les continents, croyants et non-croyants, nous appartenons tous à la même planète, à la communauté des hommes. Nous devons être vigilants, et la défendre non seulement contre les forces de la nature qui la menacent, mais encore davantage contre la folie des hommes.»

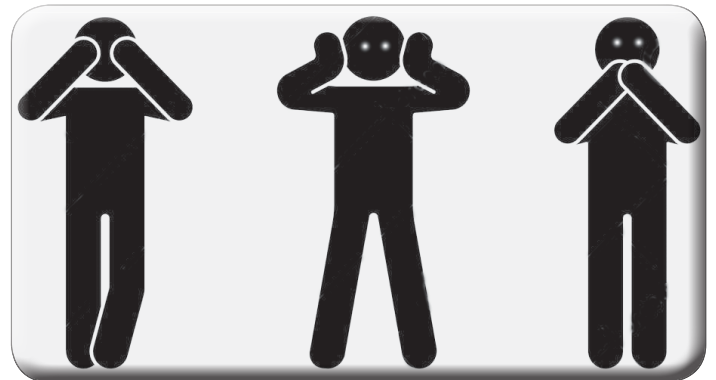
Rémy Cosandey

Le Clown, le Clone et l'Autruche

Dans les coulisses du Palais des Chimères, le comédien se prépare. Dans quelques minutes il entrera en scène. Les médias du monde entier attendent la suite du feuilleton qui n'en est pas un. Pour lui, il s'agit d'un match d'improvisation. Nul besoin pour l'artiste de répéter son texte, il est l'incarnation de son personnage. Il ne joue pas, il est, tout simplement.

Son interlocuteur, le Clone est un stratège. Il s'applique à lui donner la réplique à coups de missiles dévastateurs. Voilà des années qu'il peaufine son rôle, ses répliques de manières froides et déterminées. C'est un jusqu'au-boutiste.

Dans cette pièce morbide au scénario catastrophe qui se déroule sous nos yeux, il y a un troisième larron, l'Autruche. La tête enfouie dans le sable, elle répète inlassablement d'une voix froide, métallique, déshumanisée: «nous ne pouvons pas intervenir!». Par ailleurs, il est vrai que les spectateurs n'ont aucun rôle à jouer, sinon que de regarder passivement ce film d'horreur.



Alors que le Clone est assis dans son bureau présidentiel à Moscou, l'autre, le Clown a choisi le Palais des Chimères. Le Clone porte un costume classique, un sombre trois-pièces, adopte une attitude et un ton menaçant face aux caméras. L'autre a enfilé un simple T-shirt kaki, il est dans le rôle d'un combattant, d'un résistant face à la menace grandissante. Le comédien nargue le président, il n'hésite pas à lui faire un petit clin d'œil à la fin d'une de ses tirades.

Jusqu'où iront-ils? Le monde entier retient son souffle. Le chef du Kremlin menace et n'hésite pas, en attendant, à faire feu sur tout ce qui bouge. Mais le comédien et sa troupe ukrainienne résistent. Le public fait des paris. Qui l'emportera? Il mise sur la résistance du Clown, l'encourage.

Et pendant ce temps-là, assis confortablement dans leurs fauteuils, les spectateurs suivent de manière assidue les épisodes de cette pièce macabre filmée en direct. L'audience des chaînes d'infos monte. Les prix du pétrole et du gaz aussi. C'est fou!

Emilie Salamin-Amar

Le statu quo est la pire des solutions

Date funeste: le 26 mai 2021, le Conseil fédéral annonce de manière unilatérale que la Suisse a interrompu les négociations en vue de la signature d'un accord institutionnel avec l'Union européenne. Depuis lors, la Suisse est reléguée au statut d'Etat tiers et l'avenir de sa politique européenne fait l'objet de nombreuses incertitudes.

Comment cette situation impacte-t-elle l'économie et la recherche suisses, et plus spécifiquement neuchâtoises? Quelles sont les perspectives dans ces domaines et qu'attendent leurs représentants de la part des autorités? Entre un nouvel «accord-cadre», une participation à l'Espace économique européen (EEE), une adhésion à l'UE ou le *statu quo*, quelle solution pour sortir de l'impasse?

Pour discuter de toutes ces questions, le comité de la section neuchâtoise du Mouvement européen a récemment organisé au Club 44 de La Chaux-de-Fonds un débat qui s'est révélé très instructif.

La soirée a été animée par Bernard Wüthrich, journaliste et ancien correspondant à Berne du quotidien *Le Temps*. Tour à tour ont pris la parole Emmanuel Raffner, patron de Lauener SA à Boudry et président de la Chambre neuchâtoise du commerce et de l'industrie, Silvia Locatelli, secrétaire régionale du syndicat Unia et Alexandre Pauchard, directeur du Centre d'électronique et de microtechnique (CSEM)

... Faire en sorte que les plus riches paient ce qu'ils doivent à la société dans laquelle – et grâce à laquelle – ils ont accumulé leur patrimoine et leur fortune! Je suis très inquiet de voir les divisions croissantes au sein de l'Union européenne, en particulier entre les grands pays: Italie, Allemagne, France. Leur fiscalité devrait converger car sans impôt commun, l'Europe fédérale n'aura jamais de capacité commune. Comment fera-t-on face à l'emballage du réchauffement climatique? Repenser l'impôt et la démocratie, c'est repenser notre union et hausser notre niveau de confiance mutuelle. La concurrence de tous contre tous, c'est au contraire la défiance, donc la voie vers le démantèlement communautaire.

Thomas Piketti

Tout au bas de la pile

Dans son introduction, M. Wüthrich a rappelé que la Suisse avait l'Europe dans le cœur, preuve en est que plusieurs villes du pays ont donné le nom de l'Europe à des avenues ou à des places. Mais la situation actuelle en Ukraine fait que le dossier «Suisse» est tout au bas de la pile dont doit s'occuper l'UE.

M. Raffner a rappelé que la Suisse a de nombreux atouts à faire valoir, notamment sa bonne réputation, sa stabilité politique et les relations constructives entre les entreprises et les syndicats. Il estime que le danger principal est l'incertitude. L'économie attend que l'ouvrage soit remis sur le métier et il est nécessaire de montrer des signes d'ouverture.

Mme Locatelli a souligné que les travailleurs sont mis sous pression. Elle a affirmé avec force que les syndicats suisses étaient décidés à travailler avec les syndicats européens. Pour elle, les syndicats ne sont pas responsables de l'échec de l'accord-cadre. Il est indispensable d'introduire dans les négociations le droit du travail et la protection des salaires.

Pour M. Pauchard, la Suisse est maintenant dans le dernier wagon. Elle est exclue de plusieurs programmes de recherche. Il est indispensable qu'elle retrouve sa place dans les programmes européens.

Tenus à l'écart de décisions politiques qui ne disent pas leur nom, les citoyens nourrissent un sentiment de frustration et de confiscation que reflètent cruellement les taux de participation aux élections nationales et européennes. [...] Et c'est à force de ne pas le reconnaître que les responsables européens et les gouvernements des vingt-huit Etats membres (ndlr: vingt-sept aujourd'hui) empêchent la réparation du système par le débat démocratique.

Stéphane Horel

5

Le social et l'écologie

En raison des élections fédérales de l'année prochaine, il est à craindre que le Conseil fédéral ne fasse rien d'ici là. C'est grave car le statu quo est la pire des solutions.

Alors que faire? M. Marc-André Nardin, ancien président du Grand Conseil, propose de réunir les industriels, les syndicats et le capital industriel et de faire pression sur le gouvernement. M. Raffner estime lui aussi qu'il faut dépolitiser le débat et travailler sur le terrain.

Un participant du public, tout en se déclarant être un Européen convaincu, s'est étonné que les mots «social» et «écologie» n'aient pas été prononcés. L'Europe ne serait-elle qu'un espace favorisant les échanges commerciaux et financiers?

Le débat au Club 44 a montré que la Suisse ne pouvait pas rester isolée des autres pays européens. Il est nécessaire de signer un accord-cadre et d'éviter ainsi que le Conseil fédéral s'enfonce dans des accords sectoriels.

Rémy Cosandey

Le dossier européen requiert un débat démocratique urgent et du courage politique

Avant de siéger au Conseil national, j'étais plutôt eurosceptique. L'Union européenne était pour moi une immense machine bureaucratique, basée sur le seul dogme de l'économie de marché ultra-libérale. Une union incapable des nécessaires réformes sociales qui permettraient d'améliorer le sort des plus pauvres. La voie bilatérale, choisie par la Suisse depuis l'échec de l'adhésion à l'EEE en 1992, permettait à notre pays de profiter des avantages de l'Europe: la libre circulation des personnes, l'accès au marché intérieur, les accords sur la recherche, etc. sans faire partie du club, sans devoir ni responsabilité.

Depuis que je siége à Berne, la réalité de nos relations compliquées avec l'UE a profondément transformé ma vision. Après l'abandon des négociations sur un accord-cadre institutionnel, la Suisse perd petit à petit ses avantages. Au fond, c'est assez normal: pourquoi est-ce que l'UE nous traiterait mieux que la Grèce ou la Pologne?

L'accord institutionnel était un excellent instrument. A beaucoup d'égards, la solution négociée était très en faveur de la Suisse. Il faut donc regretter le manque de courage du Conseil fédéral et l'incapacité des partenaires sociaux à trouver des contreparties en Suisse pour compenser l'affaiblissement de certaines protections sociales. L'abandon unilatéral des négociations, après des années de dialogue, nous place dans une mauvaise posture: un nouvel accord sera forcément moins bon et exigera énormément de concessions de notre part.

6

La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques.

Jean Monnet

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture, que je préside, s'inquiète depuis longtemps des retombées négatives d'un abandon de l'accord-cadre. En 2014, après l'acceptation de l'initiative de l'UDC sur l'immigration de masse, l'UE a une première fois exclu la Suisse du programme-cadre européen sur la recherche. Cela n'a duré que deux ans, mais les dégâts pour la place de recherche et d'innovation suisse ont été durables. Le nombre de projets a baissé, de même que les financements.

Avec l'exclusion de la Suisse du nouveau programme-cadre Horizon Europe pour les années 2021 à 2027, le risque est autrement plus grand. Ce ne sont pas seulement les chercheuses et chercheurs dans les universités

ou écoles polytechniques qui sont impactés, mais toute la capacité d'innovation de notre pays: sur les presque 100 milliards de francs du programme, une partie non négligeable permet de soutenir les PME. Des *start-ups* commencent à quitter la Suisse pour s'installer au sein de l'Union et pouvoir ainsi continuer à bénéficier des soutiens européens. Des chercheuses et chercheurs décident de s'exiler ailleurs pour pouvoir postuler aux prestigieuses bourses du Conseil européen de la recherche. Le Conseil fédéral et le Parlement ont mis en place des compensations, mais elles sont largement insuffisantes pour maintenir à long terme l'excellence de la recherche suisse.

Oui, c'est l'Europe. depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, c'est toute l'Europe qui décidera du destin du monde.

Charles de Gaulle

Toutes les tentatives pour trouver d'autres collaborations, avec les Etats-Unis, Israël ou le Royaume-Uni sont louables, mais ne remplaceront pas l'accès au plus grand espace de recherche au monde. Il en va de même pour notre économie, largement intégrée dans celle de l'Union ou d'autres domaines, comme la politique énergétique.

L'avenir de la Suisse n'est pas imaginable sans l'Union Européenne. Notre pays fait partie de l'Europe: géographiquement, historiquement, économiquement et culturellement. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe politique et économique a permis d'établir une paix durable sur un continent jusque-là déchiré par les conflits. Aujourd'hui encore, face à la guerre en Ukraine, les pays membres de l'Union Européenne ont réussi à laisser de côté leurs différends pour faire face. Il leur reste à imaginer une défense commune, à laquelle la Suisse peut participer, en respectant sa neutralité.

Un débat démocratique doit avoir lieu sur nos relations avec notre grand voisin, sans tabous. La voie bilatérale est morte, les options restantes sont un nouvel accord institutionnel, l'adhésion à l'Espace économique européen ou à l'Union européenne. Le Conseil fédéral rédige en ce moment un rapport sur ces questions. C'est utile, mais pas suffisant. Les Verts et *Opération Libero* lanceront prochainement une initiative populaire pour fixer le cadre du débat démocratique et obliger le Conseil fédéral à négocier. Si le Conseil fédéral et le Parlement ne sont pas capables de faire avancer les relations avec l'UE, ce sera au peuple de se prononcer.

Fabien Fivaz,
conseiller national (Verts/NE)

Suisse-Europe: que de suspense!

Timbre-poste au milieu de l'Europe, nous ne sommes pas mécontents d'y être emmitoufflés pour nous protéger de la volonté guerrière de notre voisin pas si lointain. Assis sur notre petit château d'eau, à l'abri des tempêtes venant des grands espaces marins et outre-caucasiens, il n'empêche que nous en sentons immédiatement les retours de flammes et autres pollutions. Malgré notre mentalité de réduit national, avec ses clochers au cœur des villes et villages, qui a toujours été une constante dans notre façon d'appréhender notre rapport au monde, il devient absolument nécessaire de rapidement reticoter les mailles du filet relationnel avec tous nos voisins immédiats et le reste du monde.

Avant le démarrage de la dramatique situation en Ukraine, le citoyen suisse lambda n'avait que peu d'éléments pour comprendre les vraies raisons de la suspension des négociations entre la Commission européenne et le Conseil fédéral. Quelques éléments, pas clairement formulés, allant de la neutralité, l'indépendance, la démocratie directe, les subventions à l'agriculture, le droit du travail, la protection des salaires, l'acquisition de la nationalité, le principe de la garantie d'Etat pour les banques cantonales, comme principaux sujets d'opposition étaient distillés parcimonieusement à la population. Rares sont ceux qui ont pu clairement expliquer les points litigieux, l'extrême discrétion restant de mise dans ces discussions.

Une esquisse très approximative

Si la construction européenne a basé sa démarche sur le principe qu'un tissu serré de relations commerciales, pour rendre improbable une résurgence guerrière entre pays, on peut dire qu'elle a assez bien réussi son exercice. La Yougoslavie étant considérée comme guerre civile, l'Europe s'est révélée molle et assez timorée dans sa résolution. Une esquisse très approximative fait penser que cette Union a beaucoup travaillé sur la mise en place de règles fiscales et commerciales, parfois même sur la protection des consommateurs, mais a sensiblement muselé la gouvernance publique et maintenu les faiblesses sociales et salariales des peuples. La compétition interne est restée un axe majeur, avec ses «plombiers polonais», ses «chauffeurs roumains» comme révélateurs du manque de protection des travailleurs. A ce propos, les syndicats suisses ont plusieurs fois signalé que leurs homologues européens les encourageaient à ne pas rejoindre l'Europe, confirmant l'inquiétude que cela peut générer. On pourrait dire sans trop se tromper que le classement des richesses entre pays européens n'a pas beaucoup évolué depuis le début de l'Union, même si ensemble ils pèsent un bon poids dans l'économie mondiale. Il faut aussi reconnaître que les 15 premiers pays avaient encore bien du travail pour s'organiser à remonter le niveau des plus faibles et améliorer le niveau général quand les 13 suivants de l'Europe de l'Est, en ordre dispersé et traumatisés par la fêrule russe, ont

demandé expressément d'amarrer leurs wagons au train de l'EU 28. Larguée par l'Angleterre, l'EU 27 présente un très curieux attelage, avec globalement tous les wagons à peu près sur la même largeur de rails, mais des formes et des couleurs de rames complètement hétéroclites.

Aujourd'hui, avec le drame qui inonde l'Ukraine, on entend enfin l'EU parler étonnamment d'une seule voix, à quelques nuances près, pour organiser un ravitaillement militaire selon des modes très complexes pour ne pas froisser la susceptibilité d'un ego poutinien boursoufflé. Les Etats-Unis sont indéniablement à la manœuvre, et il est vrai, qu'à tout prendre, on est en droit de préférer l'ambiance américaine plutôt que russe ou chinoise pour imprégner notre quotidien. D'ailleurs l'Est européen ne s'y est visiblement pas trompé.

L'Europe, quel n° de téléphone?

Henry Kissinger

Une valse de neutralité virginale

Notre neutralité et nos services de bons offices restent un positionnement précieux qui nous correspondent bien et nous ont déjà protégés, ainsi que d'autres, de beaucoup de drames majeurs, mais dans le contexte actuel, il devient très délicat de composer une valse de neutralité virginale sans nous ridiculiser définitivement. D'ailleurs notre pays est déjà classé parmi les hostiles, par notre adoption des sanctions à l'égard des russes, mais au moins on a bien choisi le camp démocratique. Mais comme récemment notre Parlement a laissé les coudées franches aux avocats et autres gestionnaires de fortune pour continuer leurs petites affaires à l'abri des règles bancaires, les fortunes russes encore ici vont dormir un moment et les grands domaines prendre la poussière en attendant la fin des hostilités. Sinon les paradis fiscaux établis depuis longtemps et curieusement épargnés, comme le Luxembourg ou Malte en Europe, certains Etats américains et de nombreuses îles de par le monde, sont toujours à disposition pour les plus riches. Seuls les peuples vont y perdre tout ou partie, dans des conditions actuelles et prochaines qui sont très inquiétantes.

Comme toutes les cartes du jeu et leurs représentations collectives sont actuellement complètement rebattues, avec l'énergie, l'alimentation, la sécurité militaire dans les circuits décisionnels, je crains fort que nos méditations sur les conditions d'accord-cadre Suisse-Europe soient réduites à un cas bagatelle proche d'une mouche du coche... et peut-être enjambées les yeux fermés par la nécessité... Quant à envisager que les grands remaniements qui se dessinent puissent intégrer les nouveaux paramètres écologiques, encore un paramètre qui, dans l'urgence, ne va pas simplifier les décisions pour le futur...

Edith Samba

Suisse - Union Européenne: Urgence!

Bien avant le début de l'ère industrielle, la Suisse a été profondément intégrée dans le tissu culturel et économique de l'Europe. Epargnée par le cataclysme des deux guerres mondiales, elle n'a pas voulu participer au processus d'intégration initié dans les années 50. Mais elle a veillé à sauvegarder un accès le plus large possible au marché européen des biens industriels et des services. La chute du régime communiste en Europe et l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à l'UE de même que la création d'un marché unique coiffé d'une union monétaire et encadré par de vastes politiques de coopération ont créé une nécessité impérieuse de redéfinition des liens existants. Cette redéfinition, pour longs et cahoteux qu'aient été les efforts, n'est toujours pas acquise. La Suisse a refusé d'entrer dans l'EEE en 1992. Elle a certes réussi à négocier avec l'UE deux paquets d'accords sectoriels sur la base d'une demande d'adhésion déposée en 1991. Compte tenu du gel, puis du retrait de la demande (en 2016), ces accords doivent inévitablement être complétés par un mécanisme de règlement des différends et par des règles garantissant l'égalité des chances compétitives et l'homogénéité de l'application du droit. Des négociations à cet égard ont eu lieu depuis bientôt dix ans. Dans ce processus, l'UE a définitivement accepté que la Suisse choisisse elle-même (en quelque sorte «à la carte»), les secteurs du marché et des politiques communautaires qui lui conviennent. Mais elle s'est montrée intraitable sur les points suivants:

8

- Dans le dispositif d'arbitrage des conflits, la Cour européenne doit garder la compétence ultime d'interpréter le droit européen.
- La Suisse doit accepter la reprise dynamique des règles communautaires futures dans les nouveaux secteurs et politiques auxquels elle choisit de participer.

En plus de ces éléments essentiels, l'UE a demandé une discussion future sur les divergences entre règles de concurrence sur le marché communautaire et sur le marché suisse, ainsi que des engagements en matière de soutien financier aux pays membres de l'UE bénéficiaires de paiements de cohésion.

J'ai toujours pensé d'abord que ce qui caractérisait l'Europe occidentale, c'était une vision équilibrée entre la société et l'Etat d'une part, l'individu d'autre part.

Jacques Delors

Un Conseil fédéral désuni

En 2018, les deux parties étaient pratiquement parvenues à un accord respectant à la fois la spécificité constitutionnelle et l'autonomie de la Suisse. Mais face aux pressions

conjointes de la droite populiste et des syndicats, le Conseil fédéral s'est totalement désuni. Au lieu d'assumer clairement le *leadership* que prescrit la Constitution fédérale, il a mis en circulation le texte du projet sans le défendre vraiment. Le Secrétaire d'Etat qui avait mené une négociation exemplaire, a finalement été lâché par son chef et remplacé. On a temporisé et hésité pour, finalement, le 26 mai 2021, signifier sans crier gare que la Suisse cessait de négocier. Brusquée, en tout cas peu habituée à *ce style*, la Commission européenne décidait alors de geler tout développement ultérieur du *statu quo*, y compris la mise à jour des annexes pertinentes de l'accord bilatéral sur les obstacles techniques au commerce (ARM) et la participation au nouveau programme de recherche communautaire Horizon. Et elle mettait le Conseil fédéral en demeure de faire de nouvelles propositions concrètes sur ses intentions.

L'Europe est un État composé de plusieurs provinces.

Montesquieu

L'urgence d'agir...

Tels sont les faits. Depuis lors, la Suisse se cherche. Pour sa part, la Commission persiste et agit en fonction de son pur intérêt immédiat, consciente qu'en raison des rapports de force, le temps travaille pour elle.

Et en effet, la position suisse s'érode de jour en jour. Nous perdons progressivement la considération dont nous avons bénéficié jusqu'en 2013 à Bruxelles, y compris en raison de manœuvres maladroites envers les Etats membres (France mais pas seulement). En même temps, qu'on le veuille ou non, l'image de Bruxelles en Suisse se péjore au fur et à mesure que les inconvénients concrets de la situation actuelle se manifestent sur les entreprises et le public. La Suisse, de par son poids relatif inférieur, ressent et ressentira immanquablement beaucoup plus intensément les inconvénients du blocage actuel. Les principales victimes de la dérive en cours sont les petites et moyennes entreprises nécessairement orientées tant vers l'extérieur européen que vers le marché suisse. D'où l'urgence d'agir. Diverses démarches en cours et originaires de la société civile ne sont en fait que des avatars. Elles ne peuvent changer de manière significative les données de fond du problème (par exemple l'idée en soi méritoire d'une «exception scientifique»; ou la plainte de SWISSGRID et de sociétés de MEDTECH auprès de la Cour européenne).

En tout état de cause, c'est à la Suisse de relancer la dynamique par un message simple et dénué d'ambiguïté. L'objectif devrait être de réaliser un «Accord de partenariat inclusif sur la participation de la Suisse au marché unique européen et aux politiques communes». Ce nouveau titre est important. Le terme «Partenariat» (je ne suis pas le seul à l'évoquer) signifierait une volonté large de la Suisse

d'œuvrer activement, mais à sa manière et sans adhésion, à la construction européenne. Idéalement, le message de la Suisse devrait donc comprendre les éléments suivants:

a) La Suisse désire continuer de participer de manière sectorielle et contractuelle au marché unique et à la coopération en Europe tout en appliquant la libre-circulation des personnes et les directives y relatives;

b) La Suisse accepte que cette participation se fasse sur la base d'une reprise dynamique de l'acquis communautaire tenant compte du fonctionnement de ses institutions démocratiques, en prenant part au «*decision shaping*» relatif à l'acquis pertinent;

c) La Suisse est prête à accepter un cadre contractuel apte, notamment, à assurer le règlement arbitral des différends, à sauvegarder l'homogénéité dans l'application du droit communautaire et l'égalité des chances compétitives sur l'ensemble du marché européen auquel elle a accès, de même qu'à matérialiser sa contribution autonome à l'intégration européenne;

d) Dans le domaine de la libre-circulation des personnes, la Suisse, pays à niveau de vie et de coûts élevés, a besoin de pouvoir, en cas d'abus ou d'atteinte significative à sa politique sociale, adapter de manière temporaire l'application de règles communautaires à sa situation particulière, tout en acceptant les conséquences proportionnelles lorsque l'homogénéité de l'application du droit communautaire est affectée par sa faute. Elle est prête à discuter la manière la plus acceptable en la matière, y compris la création d'un mécanisme commun de précaution et de pré-arbitrage;

e) La Suisse désire participer aux politiques communautaires concernant la recherche scientifique, la culture, l'éducation, les flux migratoires, la sécurité sous toutes ses formes non militaires, l'approvisionnement énergétique, la santé et la transition écologique;

En revanche, la politique étrangère, la politique financière et monétaire internationale, la politique commerciale internationale demeurent de son seul ressort;

f) En contrepartie de sa participation sectorielle au marché européen et aux politiques communautaires décidées d'un commun accord, la Suisse est prête à assumer, en plus des coûts opérationnels directs, des engagements financiers afférents aux coûts fixes de l'intégration couverts par le budget général de l'UE, et ce par le biais de prestations de cohésion et de solidarité dans la transition écologique, sur une base pluriannuelle et selon des modalités à déterminer;

g) Les dispositions institutionnelles et contractuelles pertinentes peuvent être contenues dans un accord-toit de partenariat général ou comme annexes dans chacun des accords d'accès au marché.

h) L'objectif est de finaliser la négociation avant la fin de l'année. Un projet d'accord est soumis au nouveau Parlement issu des élections fédérales de 2023 muni d'une clause de référendum facultatif.

En Europe, il faut le pompier mais aussi l'architecte.
Jacques Delors

Danser le tango en solo

Le 23 février 2022, poussé notamment par les milieux économiques du pays, le Conseil fédéral a enfin commencé d'agir et adopté les grandes lignes d'un paquet de négociation avec l'UE. C'est un signal et, en cela, il est bienvenu. Malheureusement, ce signal est probablement trop brouillon et insuffisant pour débloquer la situation. Le Conseil fédéral donne l'impression de récuser largement le travail accompli sur un accord-cadre depuis 2013 en rejetant ce qu'il baptise une «*approche horizontale*» au profit d'une «*approche verticale*» sur l'essentiel, à savoir les questions institutionnelles, qu'il prétend régler de manière décentralisée secteur par secteur. Certes, il fait une concession positive: la disponibilité à «*pérenniser*» les paiements de cohésion. Mais la presse ne se trompe pas beaucoup en se montrant sceptique, un chroniqueur remarquant que la Suisse semble vouloir danser le tango en solo. L'urgence demeure et on perd du temps. C'est malheureusement l'UE qui tient le couteau par le manche et c'est elle qui va décider du sort à réserver à la démarche.

Ce d'autant plus que la guerre en Ukraine vient de changer fondamentalement la donne géopolitique en Europe. On peut espérer que la décision de la Suisse de se joindre aux sanctions européennes – parfaitement compatible avec la neutralité –, de même qu'une générosité active en matière d'accueil des réfugiés ukrainiens et de soutien humanitaire dans toute la région affectée par le conflit, créeront un climat bilatéral plus favorable qu'il n'était jusqu'ici. La politique européenne de la Suisse est sans doute arrivée à un tournant. Le pays n'est à coup sûr pas en mesure d'adhérer à l'UE ou à l'EEE – il n'y a pas de majorité possible dans le corps électoral à cet égard – mais il peut, s'il le veut, contribuer à sa manière et dans le cadre constitutionnel actuel, par la voie bilatérale, à la construction et au renforcement d'une Europe démocratique et ouverte. Celle qui constitue son espace naturel et dont dépend son avenir.

Paul Fivat, ancien Ambassadeur,
ancien Chef adjoint de Mission à Bruxelles

Une Europe avec la Suisse au milieu

Les peuples du Gothard ont pris leur destin en main en s'émancipant des Autrichiens: le début de l'histoire suisse, c'est la bataille de Morgarten, en 1315, un guet-apens sans gloire mais une victoire militaire qui permet à de solides communautés montagnardes d'exploiter à leur profit le contrôle d'un passage Nord-Sud déjà capital à l'époque. La Suisse s'est construite contre les grandes puissances qui l'entouraient, autour de deux foyers d'importance, économiques, militaires et culturels, Berne et Zurich. Leur passage à la Réforme allait durablement dessiner les contours de la Suisse multiculturelle que nous connaissons encore, avec des voisins catholiques qui firent tout pour le rester, parfois avec une violence inouïe; rappelons-nous la mise à mort de Zwingli, son cœur arraché et dévoré par ses bourreaux.



La Bataille de Morgarten, 1315. Par J. R. Schellenberg, +/- 1900. © Musée national suisse.

la Rome protestante fut rattachée presque de son plein gré à ce petit pays moderne, gardant ses spécificités en se fondant dans un système fédéral, ce qui nous vaut encore aujourd'hui ces fameuses «genevoiseries» qui nous rappellent régulièrement les singularités de nos amis du bout du lac. Il en va de même du côté oriental de la Suisse, dominé par une Zurich souvent présentée comme arrogante, mais qui demeure tellement riche et tellement puissante!

Or si l'histoire nous permet de comprendre la Suisse telle qu'elle est, elle ne demeure pas figée. Les régions frontalières entretiennent plus que jamais des relations extrêmement fortes et dynamiques avec les pays voisins, le travail frontalier n'en est qu'un des reflets. Mais ce n'est pas le cas des cantons «intérieurs», dont les populations ont en réalité souvent très peu de contacts avec l'Europe qui nous entoure.

10

Il a fallu des siècles pour faire coexister catholiques et protestants, une victoire nette de ces derniers lors de la guerre du Sonderbund en 1847, une révolution réussie en 1848, puis l'invention d'une démocratie directe pour faire une place honorable aux catholiques, enfin l'instauration d'une paix du travail et une reconnaissance politique du monde du travail après la grève générale de 1918.

Ta montre est suisse
 Ta chemise est indienne
 Ta radio est coréenne
 Tes vacances sont tunisiennes
 Tes chiffres sont arabes
 Ton écriture est latine
 Et tu reproches à ton voisin d'être étranger.
Julos Beaucarne

Seule la Rome protestante

L'ouverture sur le reste de l'Europe, quant à elle, ne va jamais de soi. Notre petit pays a été structuré par Berne pour sa partie occidentale, Berne qui créa la Suisse romande, le pays de Vaud en est une ancienne colonie, Fribourg une dépendance, Neuchâtel une principauté-tampon qui sépara en son temps ses Seigneureries de Berne de l'ogre français, et le Jura historique qui fut donné à l'ours bernois en compensation de la perte de l'Argovie, suite au traité de Vienne qui solda l'aventure napoléonienne, qui marqua tant notre pays conquis et travaillé en profondeur par les idées révolutionnaires. Seule

Romands francophiles et Alémaniques germanophiles

N'oublions pas non plus le cataclysme de 14-18, avec une Suisse coupée en deux, au bord de l'implosion, avec des Romands francophiles et des Alémaniques germanophiles. Il aura fallu l'intervention déterminée de Carl Spitteler, le seul écrivain suisse nobélisé, pour que la stricte neutralité de notre pays s'impose, sans aucune préférence pour aucun des deux principaux belligérants. Et que dire de l'impact de la Seconde Guerre mondiale sur la Suisse: elle s'est recroquevillée sur elle-même et elle s'en est bien sortie, un exemple historique qui guide malheureusement encore une majorité des membres de notre Conseil fédéral!

Aujourd'hui, la Suisse ne peut compter que sur l'Allemagne, qui ne comprend pourquoi l'Union européenne exclut notre pays des programmes de recherche communautaires.

Si nos hautes autorités exécutives continuent à vouloir cultiver un «Sonderfall» qui ne se justifie plus à l'heure où les enjeux environnementaux, technologiques, économiques et politiques sont désormais largement transnationaux, notre économie déperira et notre prospérité se conjuguera rapidement au passé.

John Vuillaume

La semaine des 4 jeudis entre les 2 dimanches

Du haut de son piédestal, l'Europe tentaculaire lorgne la petite Suisse rebelle. Arrivera-t-elle à faire céder ce minuscule pays qui dort en son sein? Rien n'est moins sûr. Rappelons-nous que le 6 décembre 1992, les Suisses étaient réticents à cette adhésion et que le résultat du référendum fut un «nein» massif.

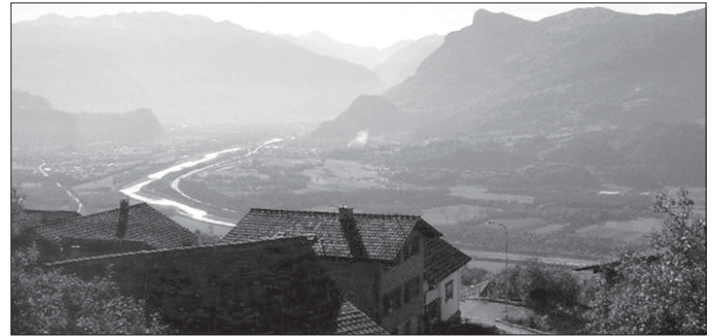
Je t'aime, moi non plus

À cette époque, les pressions étaient fortes par les partisans du «oui». Menaces de crise économique, financière, chômage dû au départ des grandes entreprises. Il n'en fut rien. Et voilà que des années plus tard, l'Europe prédit le même sort, teinté d'un noir plus sombre, à notre pays. Mais la Suisse ne se laisse pas intimider. Ne pas accepter les conditions du maître chanteur, ne veut pas dire que la Confédération veut rompre tout contact avec Bruxelles. Elle entend vouloir continuer le dialogue, trouver un arrangement équitable. Mais, sa manière de dire à l'UE «je t'aime, moi non plus» n'est pas comprise de tous. La Suisse veut bien entrer en matière, mais sous certaines conditions, les siennes de préférence. En préservant notamment sa neutralité. Elle refuse d'être inféodée à cette entité en construction appelée pompeusement Europe, alors qu'elle-même est un modèle de fédéralisme, un modèle en soi. Pourquoi devrait-elle s'adapter à quelque chose de brinquebalant? C'est prématuré, pense-t-on en haut lieu. La Suisse serait-elle considérée comme étant une vache à lait? Non, n'exagérons rien...

L'Europe a été massacrée par les financiers, les technocrates, les éconocrates, les bureaucrates. Edgar Morin

Une Europe mal dégrossie

Cette Europe, mal dégrossie, n'en est qu'au stade de ses fondations. Certes, elle a une monnaie, fait du commerce intérieur et...? Presque rien de plus! Où en est l'harmonisation des lois régissant le travail, la santé, le social, le côté juridique et législatif? Elle balbutie, elle hésite, elle piétine, elle fait du surplace depuis de nombreuses années. Il est prématuré de se jeter à corps perdu dans les bras de cette future belle. Certes, la tentation est grande pour certains, mais il faudrait tout de même nous démontrer, pour ne pas dire nous prouver, que ce grand navire ne parte pas à la dérive avant d'avoir commencé à naviguer. Coulera? Coulera pas? Combien seront-ils à l'arrivée? Personne ne le sait encore. En attendant, un des passagers, et non des moindres, l'Anglais, a déjà quitté ce grand paquebot imaginaire. Une autre, la Grèce, à qui l'UE a imposé un régime FMI drastique, a bien failli mourir étouffée, et se noyer.



Entre Rhin et Alpes: La Suisse

La Suisse a des exigences

Alors en attendant, on palabre, on discute, on menace, on se fâche, on gagne du temps. Et pour la Suisse, le temps, c'est de l'argent. Elle ne craint pas un Swixit. Elle connaît la valeur de sa monnaie, le savoir-faire de ses entreprises, sa réputation, son sérieux. La Suisse a des exigences, elle demande et espère un accord-cadre taillé sur mesure. Elle n'est pas pressée, elle finira bien par l'obtenir à force de patience et de persévérance. S'accorder avec UE oui, mais pas sur n'importe quelle partition, ni à n'importe quel prix, sacrifices ou changements notoires. Et pendant ce temps-là, l'eau coule sous les ponts, la Suisse est un pays de montagne qui ne craint pas les débordements ou les inondations. La patience des Helvètes est légendaire, son immobilisme aussi!

11

Signer ou se saigner?

Quand se décidera-t-elle à signer des accords-cadres? La semaine des 4 jeudis entre les 2 dimanches, peut-être, et encore, rien n'est sûr! P't'être ben oui, p't'être ben qu'on...

Emilie Salamin-Amar

Cartes sur table

De l'Atlantique à l'Oural
L'Europe souffre, elle a très mal
Petit îlot sur la carte
L'Helvétie s'en écarte
Aurait-elle tort ou raison?
Se soumettre aux injonctions
Rentrer dans un lit malade
Ne serait pas raisonnable
Va-t-elle céder au chantage
Ternirait son image
A l'Est le torchon brûle
Situation ridicule
Entendez le bruit des bottes
Chars d'assaut et cohortes
L'Ukraine se mobilise
L'Europe s'immobilise
Emilie Salamin-Amar

Poutine et Hitler

Cédric Cramatte compare ces deux dictateurs. Ils n'ont aucun respect pour la démocratie et ils sont habités par un esprit de vengeance. Après la guerre de 14-18, l'imbécillité des vainqueurs avait obligé l'Allemagne à payer des indemnités telles que son peuple subissait une misère atroce. Il a été facile à Hitler de prendre le pouvoir et d'engager ce peuple, parmi les plus brillants du monde, à accomplir des atrocités à peine imaginables.

Engagements trahis

Nous nous trouvons dans la même situation. A l'effondrement du régime communiste, on pouvait, comme Poutine, imaginer une étroite collaboration de la Russie avec les pays démocratiques d'Europe. Les Etats-Unis, vainqueurs de la guerre froide, gonflés à bloc, ont empêché cette collaboration. Ils ont promis aux Russes de ne pas venir aux portes de Moscou avec l'OTAN. A Minsk, plus tard, ils ont promis une certaine indépendance des provinces russophones de l'Ukraine. Tous ces engagements ont été trahis. Les Etats-Unis se sentaient capables d'imposer leur économie, leur stratégie, leur culture au monde entier.

12

Poutine règle ses comptes

La Russie a retrouvé de la puissance et des alliés. L'Amérique décline, au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique. Poutine règle ses comptes et s'engage dans une guerre inadmissible en ce troisième millénaire. Il profite des erreurs et de l'arrogance des Etats-Unis qui ne sont pas pour rien dans le basculement pro-occidental du gouvernement ukrainien. Espérons que l'histoire ne se répète pas au point de relancer une guerre mondiale. Une amie m'a dit: «Poutine est un homme du passé. Les engagements d'il y a trente ans ne sont plus d'actualité». Il semble bien que non.

Pierre Aguet, Vevey (27 février 2022)

Une valse-hésitation obsolète

Dans un blog qu'il vient de publier, René Longet, ancien conseiller national, affirme notamment: «Il n'y a pas d'échappatoire: la Suisse doit maintenant mener une réflexion sans tabous sur la nature de sa participation à l'Europe, qu'il s'agisse de coordination des positions politiques, de défense et de sécurité collective, d'énergie ou encore de politiques économiques et sociales. La valse-hésitation illisible sur les bilatérales est complètement obsolète et il faut repenser fondamentalement le rôle que nous voulons occuper dans ce continent, et la manière dont nous voulons y vivre.»

Abonnez-vous à L'Essor, 1 année: 36.-

Aurait-on raté L'Europe?

Le langage dit... presque tout. Mais, avant d'aller dans le vif du sujet, je me dois de rappeler que ce qui suit n'est que pure fiction et ne peut se référer à des événements ou personnages vivants ou ayant vécu. Serait-ce le cas, que ce ne serait que pure coïncidence... volontaire.



– Messieurs (les députés), Monsieur Chalamond vient d'évoquer en termes émouvant les victimes de la guerre. Je m'associe d'autant plus volontiers à cet hommage qu'il s'adresse à ceux qui furent les meilleurs de mes compagnons. Au moment de Verdun, Monsieur Chalamond avait dix ans, ce qui lui donne par conséquent le droit d'en parler. Étant présent sur le théâtre des opérations, je ne saurais prétendre à la même objectivité. On a une mauvaise vue d'ensemble quand on voit les choses de trop près. Monsieur Chalamond parle d'un million-cinq-cent-mille morts. Personnellement, je ne pourrais en citer qu'une poignée, tombés tout près de moi.

Le ton est donné, et bien sûr je ne fais ici que de retranscrire le discours d'un certain Beaufort, fictif chef du gouvernement dans un film de 1961: *Le Président*. Jean Gabin en tient le rôle principal avec le brio qu'on lui connaît. Il y croise le fer avec Monsieur Chalamond, – l'inoubliable Bernard Blier. La suite du dialogue écrit par Michel Audiard est délectable et je ne résiste pas à en transcrire ici le passage qui concerne l'Europe. Car, c'est bien de la future Europe, alors encore une chimère, dont on parle ici. (Georges Simenon publie ce roman en 1957.)

Il y a aussi des poissons volants, mais ça ne constitue pas la majorité du genre!

... – le langage des chiffres a ceci de commun avec le langage des fleurs; on lui fait dire ce que l'on veut. Les chiffres parlent, mais ne crient jamais. [...] ... permettez-moi, Messieurs de préférer le langage des hommes, je le comprends mieux. [...] Pendant toutes ces années, je n'ai jamais cessé de penser à l'Europe. Monsieur Chalamond a passé une partie de sa vie dans une banque à y penser Aussi. Nous ne parlons forcément pas de la même Europe. [...] Tout le monde parle de l'Europe, mais c'est sur la manière de faire cette Europe que l'on ne

s'entend plus, c'est sur les principes essentiels que l'on s'oppose. Pourquoi, croyez-vous Messieurs, que l'on demande au gouvernement de retirer son projet d'union douanière? Parce qu'il constitue une atteinte à la souveraineté nationale? Non pas du tout. Simplement parce qu'un autre projet est prêt. Un projet qui vous sera présenté par le prochain gouvernement. [...] Et ce projet, je peux d'avance vous en dénoncer le principe: la constitution de trusts horizontaux et verticaux et de groupes de pression qui maintiendront sous leur contrôle non seulement les produits du travail, mais les travailleurs eux-mêmes, on ne vous demandera plus Messieurs, de soutenir un ministère mais d'appuyer un gigantesque conseil d'administration. [...] Si cette assemblée avait conscience de son rôle, elle repousserait cette Europe des maîtres de forge et des compagnies pétrolières, cette Europe qui a l'étrange particularité de vouloir se situer au-delà des mers, c'est-à-dire partout sauf en Europe, car je les connais moi ces Européens à tête d'explorateur...

L'Europe deviendra-t-elle ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire: un petit cap du continent asiatique?

Paul Valéry

... – La France de quatre-vingt-neuf avait une mission civilisatrice à remplir. (Un député).

– Et quelques profits à en tirer.

– Il y avait des places à prendre, le devoir de la France était de les occuper pour y trouver de nouveaux débouchés pour son industrie, un champ d'expérience pour ses armes.

– Et une école d'énergie pour ses soldats, je connais la formule. Eh bien personnellement, je trouve cette mission sujette à cautions et le profit dérisoire, sauf évidemment pour quelques affairistes en quête de fortune, et quelques missionnaires en mal de conversions. Or, je comprends très bien que le passif de ces entreprises n'effraient pas une assemblée où les partis ne sont plus que des syndicats d'intérêts.

... – Il y a des patrons de gauche, je tiens à vous l'apprendre (un autre député)

– Il y a aussi des poissons volants, mais ça ne constitue pas la majorité du genre, [...] etc.

La politique devrait être une vocation

S'ensuit une longue et impressionnante liste de conseils d'administration dont les députés de l'hémicycle sont les éminents membres et quelques savoureuses passes d'armes signées: le Maître Michel Audiard.

Beaufort reprend: *– Je vous demande pardon, à l'énoncé de tous ses titres, je réalise la folie de mon entreprise, en vous présentant ce projet, je ne vous demandais pas seulement vos voix, je vous demandais d'oublier ce que vous êtes... Un instant d'optimisme. C'est sans doute à cet optimisme que Monsieur Chalamond faisait allusion tout-à l'heure en évoquant mes bons sentiments et mes rêves périmés. La politique, Messieurs*

devrait être une vocation, je suis sûr qu'elle l'est pour certains d'entre vous, mais pour le plus grand nombre elle est un métier, un métier qui ne rapporte pas aussi vite que beaucoup le souhaiteraient et qui nécessite de grosses mises de fonds, une campagne électorale coûte cher, mais pour certaines grosses sociétés, c'est un placement amortissable en quatre ans, et pour peu que le protégé se hisse à la présidence du conseil, alors là, le placement devient inespéré. [...] Les financiers [...] ont compris qu'il valait mieux régner à Matignon que dans l'Oubangui et que de fabriquer un député coûtait moins cher que de dédommager un roi nègre [...] Vous allez faire avec les amis de Monsieur Chalamond, l'Europe de la fortune contre celle du travail, l'Europe de l'industrie lourde contre celle de la paix, et bien cette Europe-là, vous la ferez sans moi, je vous la laisse. [...]

La plus grande lâcheté est celle de l'esprit

Beaufort-Gabin était devant un choix. Nous, pas! Cette Europe de la finance est là et bien là. Hommage à Audiard qui, grâce au formidable Gabin – avec quelques années d'avance, a non seulement défini assez précisément l'Europe que nous avons *laissé* faire, mais encore, il faut admettre que cette prémonition cinématographique était attendue sinon évidente. Les citoyens européens, pour la plupart d'entre eux, n'ont pas été consultés car «les héritiers de Monsieur Chalamond» ne pouvaient pas se permettre de financer une Europe qui ne leur garantissait pas de juteux profits. Il faut montrer, expliquer et commenter ce film à tous les enfants d'Europe, Suisse comprise. Cela dit, vous qui lisez ceci, voyez ou revoyez ce film jusqu'au bout pour le seul plaisir d'entendre Gabin dire: «*La plus grande lâcheté est celle de l'esprit*».

Marc Gabriel

Le Président, 1961, film d'Henri Verneuil, dialogues de Michel Audiard.
Adapté du roman éponyme (1957) de Georges Simenon.

13

Europe

Non ce n'est pas une association interlope
Ce n'est juste que cette demi Europe
C'est un peu comme si elle était misanthrope
Et bien peu philanthrope.

Comme tout, l'Europe n'est pas sans reproches
Les Peuples en attendaient l'approche
Mais c'est à la finance qu'elle s'accroche
Faut pas s'étonner si les gens décrochent.
Face au reste du monde elle reste divisée
Rarement elle se trouve mobilisée
Souvent, elle est minimisée
Ou même déstabilisée.

Il faut d'urgence en changer les paramètres
Cesser d'y aller au pifomètre
Et si elle ne veut pas disparaître
Il serait bon qu'elle accepte enfin... d'être.

M. G.



**Au cœur de la
démocratie suisse**

Marceau Schroeter

Editions Slatkine,
2022

La démocratie semi-directe qui caractérise le système politique suisse est mal connue, surtout des jeunes, lesquels ne bénéficient pas de suffisamment de leçons d'instruction civique. C'est dire que le livre de Marceau Schroeter est un précieux instrument pour se familiariser avec toutes les subtilités des principes qui ont cours en Helvétie.

Pour comprendre ce que sont l'initiative populaire, le référendum et bien d'autres droits démocratiques, l'auteur raconte le voyage d'un groupe de jeunes adultes au cœur d'une journée de votation. A travers les différentes étapes de ce voyage, les participants découvrent les caractéristiques du modèle suisse. Ils posent des questions, soulèvent des problèmes, questionnent sur les enjeux des votations, applaudissent ou critiquent les informations données. Grâce à eux, la démocratie suisse n'est plus traitée de manière froide et académique mais prend littéralement vie dans un récit aussi enthousiasmant que didactique.

La démocratie semi-directe fonctionne grâce à un certain nombre de conditions qu'il est facile d'inscrire dans l'ordre juridique de certains pays mais qu'il est tout aussi facile de rendre inapplicables et irréalisables dans les faits. On peut citer en exemple certains Etats qui exigent un nombre excessif de signatures pour une initiative et limite à quelques jours et à certains endroits la récolte des paraphes.

En conclusion, Marceau Schroeter souligne que la démocratie semi-directe demande des efforts à ses citoyens. Et il ajoute: «*En tant qu'initiant ou référendaire, en tant que votant ou en tant qu'observateur attentif des débats politiques, quelle que soit l'issue d'une votation, en participant, en donnant corps à votre rôle de citoyen, vous en ressortirez tout le temps gagnants.*»

**Mondialisation
et XX^e siècle
Rêve ou cauchemar?**

Patrick-Etienne
Dimier

Editions Favre SA,
2022

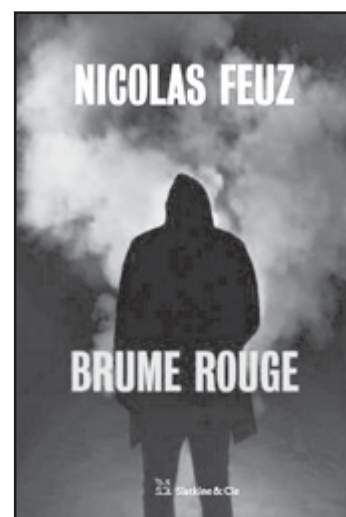


L'auteur de cet ouvrage est avocat honoraire, médiateur à Genève et député au Grand Conseil de ce canton. Passionné de science politique, il défend, comme Jean-Jacques Rousseau, la souveraineté du peuple comme autorité suprême d'un Etat. La mondialisation aurait pu être un formidable projet collectif d'une société nouvelle. Malheureusement, elle a surtout favorisé une financiarisation effrénée qui a produit une société désordonnée particulièrement évidente au début du XXI^e siècle. Dans son essai, conçu sur le modèle des rêveries de Jean-Jacques Rousseau, Patrick-Etienne Dimier démontre qu'il connaît bien son sujet et que son analyse est le fruit d'une longue réflexion.

L'auteur affirme qu'il est temps d'envisager une «remise à zéro» afin d'éviter les conséquences néfastes que le monde actuel fait courir aux individus et à leurs libertés individuelles. A ce sujet, il cite Jules Verne qui, il y a deux siècles affirmait: «*Rien ne se fait de grand qui ne soit une espérance exagérée.*»

Dans son introduction, l'auteur dresse un tableau sans complaisance de la situation: «*Le consumérisme outrancier sur lequel fonctionne nos économies depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, est totalement axé non pas sur le bien-être général mais sur l'amas de profits démentiels dans les mains d'une infime minorité. Un très infime nombre de personnes sont aujourd'hui plus puissantes que les Etats sans en avoir les charges et surtout les obligations. C'est notamment le cas des GAFAs.*»

La crise actuelle (Covid-19) nous révèle que la liberté des économies que nous faisons en favorisant l'externalisation de certains biens (masques, respirateurs) se paie à un prix très élevé. Et l'auteur de poser une question essentielle: «*Ne pensez-vous pas que nous devrions, collectivement, nous poser la question de savoir si ce jeu individualiste ne met pas en péril la chandelle qui devrait éclairer la collectivité humaine?*».



Brume rouge
Nicolas Feuz

Editions Slatkine et Cie, 2022

Un roman policier parmi les notes de lecture de ce numéro? Oui, parce qu'il est d'actualité et parce qu'il a été écrit par un auteur talentueux, par ailleurs procureur dans le canton de Neuchâtel.

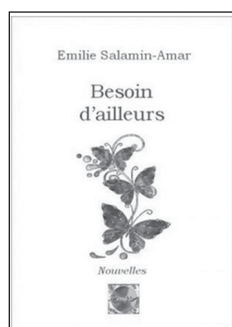
Qui veut tuer Greta Thunberg? C'est cette interrogation qui fait toute la trame du livre. Entre Paris et Neuchâtel en passant par les cantons de Vaud et de Fribourg, un serial-killer assassine sauvagement toutes les filles prénommées Greta, qu'elles soient un bébé ou une jeune fille.

On identifie rapidement le meurtrier. Le problème, c'est que l'homme recherché est mort depuis plus de 20 ans. Mais le procureur Jemsen est entêté et il réussira finalement à démasquer le vrai coupable.

Brume rouge est un roman haletant, qui ne laisse aucun répit au lecteur. Son auteur a su composer avec la réalité et à proposer une fable qui fait froid dans le dos. Nicolas Feuz a bien fait de réduire le temps qu'il consacre à son activité professionnelle: il a toutes les connaissances et le talent pour exceller dans le roman policier.

Rémy Cosandey

**ACHETEZ OU COMMANDEZ
VOS LIVRES DANS VOTRE
LIBRAIRIE DE QUARTIER!
&
VOS DISQUES ET CD CHEZ
VOTRE DISQUAIRE!**

**Besoin d'ailleurs**

**Emilie
Salamin-Amar**

Editions
Planète Lilou, 2022,
188 p.

26 nouvelles de A à Z ... Chaque nouvelle forme un monde entier permettant au lecteur d'entrer dans le récit et d'y trouver une ressemblance avec ses propres désirs. Une écriture bien maîtrisée, tout en finesse, rythmée et dense entre poésie, humour et dérision.

De l'envie de devenir un électron libre car la liberté c'est sacré, des vaches défilant en silence car privées de leurs cloches, de la magie des rencontres qui permettent d'évoluer, de la remise en question devant le consumérisme à outrance nous obligeant à reconsidérer les vraies valeurs.

Du télétravail qui bouscule la vie familiale, de celui «*qui saute de branche en branche*», aussi beau et coloré qu'un bijou mais néanmoins invisible, nommé par l'auteure le Mage Corona. Venu de Chine en déclenchant une «*xanthophobie*» entre autres situations douloureuses, «*mais on ne peut pas changer la couleur du soleil*».

Des vieilles poussières d'étoiles qui pourraient encore éclairer de jeunes esprits et bien des chemins, ici un hommage rendu par l'auteure aux aînés maintes fois délaissés par la société.

L'auteure insiste également sur cette réalité effrayante où le monde s'est mis à genoux devant des logiciels en affirmant que «*ce ne sont pas les robots et encore moins à coups d'algorithmes que nous retrouverons le chemin de la liberté*».

«*Je désire rêver, tout éveillée, la tête perdue dans les étoiles. Je veux croire que tout est possible*». Au fil du récit, l'auteure reste fidèle à son choix «*d'ailleurs*» tels les papillons bleus qui illustrent la couverture de cet ouvrage, unis pour mieux s'envoler.

Un petit trésor littéraire où l'auteure confirme encore son talent dans cet univers narratif assez exigeant. Un hommage discret à la liberté dans son sens le plus pur.

A lire et à partager sans modération!

Gloria Barbezat



Elizabeth Sombart

Beethoven,

**Concerto N°5 en mi bémol majeur
opus 73 «L'Empereur»**

Parfois la musique peut vous emporter très loin. C'est le cas avec ce CD que la pianiste Elizabeth Sombart a enregistré à Londres. Ce 3^e disque de l'intégrale des concertos pour piano et orchestre de Beethoven comprend le 5^e, «*L'Empereur*» et le *Triple concerto pour piano, violon et violoncelle*. Elizabeth Sombart, avec son sens mélodique met ici son extrême sensibilité au service d'une œuvre flamboyante. Douceurs et profondeurs dialoguent en parfaite harmonie. A écouter sans modération, en particulier le profond adagio de *L'Empereur* et le très sensible largo du *Triple concerto*.

Chez votre disquaire ou aidez la
*Fondation Résonnance, Av. de Plan 9A, 1110
Morges, en commandant ce CD à:
www.resonance.org/shop/*

La *Divine Comédie: L'Enfer, Le Purgatoire et Le Paradis*. L'immense chef-d'œuvre de **Dante Alighieri** nous est proposé dans une nouvelle édition parue à La Dogana, (Genève) dans une traduction de **Michel Orcel**, écrivain, éditeur et psychanalyste. Un gigantesque travail et une magnifique édition avec, sur les pages de gauche le texte original en italien (florentin du XIV^e siècle) et en belle page, la traduction correspondante. Un cadeau pour les yeux, et l'esprit tant cette mise en page est simple, belle et agréable à lire. Votre curiosité sera rassasiée et votre bibliothèque contiendra un trésor appelé à faire date dans l'histoire de l'édition littéraire.

L'Enfer, 2019, 460 p.

Le Purgatoire, 2020, 460 p.

Le Paradis, 2021, 472 p.

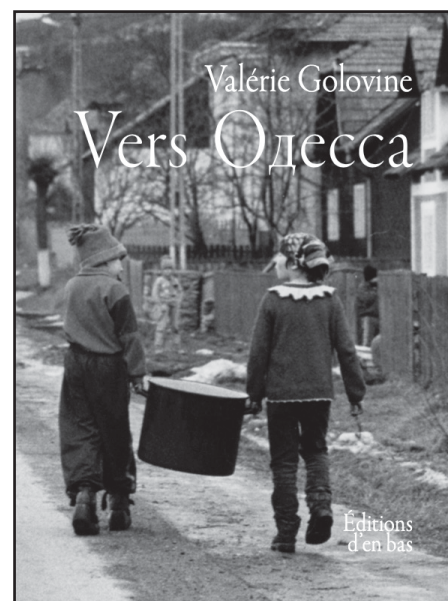
Editions La Dogana, Genève

Un Livre de circonstances, mais pas seulement. **Catherine Azad** avait publié aux Editions de l'Aire en 2005 un très beau texte: *Ukraine: Mère secrète*. A la lumière des événements tragiques du printemps 2022, il faut relire ce livre très attachant. D'autant plus que ce récit parle de tout ce que l'on ne dit pas dans les commentaires anxiogènes d'une guerre: ces liens invisibles et profonds qui nouent irrémédiablement les êtres et les âmes à un territoire.

Ukraine Mère secrète

Editions de l'Aire, 2005, 234 p.

Excellent documentaire... dégusté sur *La 5* dimanche 6 mars dernier. *Gisèle Halimi, la cause des femmes*, de **Cédric Condon** et **J-Yves Le Naour**. Une plongée vertigineuse dans l'injustice faite aux femmes. Une émission qui devrait être montrée dans toutes les classes d'adolescents. Et à quelques mâles en mal d'identité!



15

L'actualité nous incite vivement à relire le très beau *Vers Odessa*, de **Valérie Golovine**. Ce livre, passionnant à plusieurs titres, permet d'appréhender la complexité historique et tragique de ces régions négligées. Les textes sensibles ainsi que les superbes photographies forment un récit en «reportage» qui s'est avéré prémonitoire. L'ouvrage éclaire les meurtrissures sans fin que les événements actuels infligent une fois encore à la lointaine et pourtant si proche Europe orientale. A lire ou relire en urgence!

Vers Odessa

Editions d'en bas, 2018, 260 p.

Marc Gabriel

Téléphoner gratuitement en Ukraine

La compagnie de téléphone Salt a envoyé ce jour (3 mars 2022) un SMS à tous ses abonnés afin de leur signaler que: «Salt annule des frais d'appels de Suisse vers l'Ukraine, ainsi que les frais d'itinérance pour les appels en Ukraine et de l'Ukraine vers la Suisse, et ce jusqu'au 15 mars 2022». Magnifique initiative!

Emilie Salamin-Amar

Nouveau restaurant social à La Chaux-de-Fonds

Le restaurant social «La Source» vient de s'ouvrir à La Chaux-de-Fonds (rue de la Cure 3). Géré par une association à but non lucratif, il permet de former des migrants en cuisine sous forme de stages. Il propose des menus à trois plats (10 francs pour les étudiants et les personnes à l'AVS, 15 francs pour les autres). Les boissons non alcoolisées sont gratuites et le café est à 1 franc.

Rémy Cosandey

Le refus du fatalisme

Deux documentaires suisses à signaler: «*Tout commence*» de Frédéric Choffat qui raconte la mobilisation des jeunes contre le réchauffement climatique et «*Je suis Noires*» de Rachel M'Bon qui confronte son expérience personnelle à celles d'autres femmes noires.

Ces documentaristes mettent en exergue des prises de position courageuses et nécessaires.

Le Courrier, 4 mars 2022

Pour les Ukrainiens

Quelques 500 personnes se sont rassemblées jeudi (3 mars) en début de soirée à Lausanne pour afficher leur opposition à la guerre en Ukraine et leur solidarité avec le peuple ukrainien. Des centaines de personnes sont aussi descendues dans les rues des villes de Berne, Bâle, Zürich, Lucerne, Zoug, Davos, Winterthur. En Suisse le statut S de protection aux réfugiés fuyant la guerre en Ukraine va être activé. Ce statut permet d'admettre rapidement des personnes pour des raisons humanitaires.

Le Courrier, 4 mars 2022

Vendredi, samedi, dimanche 4, 5, 6 mars 2022, des manifestations contre la guerre ont eu lieu dans presque toutes les grandes villes européennes.

JT en Suisse romande et en France, les 5 et 6 mars 2022

Des enfants créatifs

Des enfants de 6 à 14 ans participent à un atelier autour des bruitages cinématographiques au cinéma ABC à La Chaux-de-Fonds. C'est Caroline Ledoux Le Forestier, bruiteuse professionnelle qui guide les participants. Ne pas oublier l'ingénieur du son Karim Pandolfo qui procède au mixage des différentes sources sonores. Par cet atelier ces jeunes enfants font l'expérience de la découverte, ressentent la joie de collaborer entre eux et ont la possibilité d'être créatifs et de recourir à leur imagination.

Arctinfo, 4 mars 2022

Bonnes surprises dans votre jardin

Certains végétaux ont la capacité de se ressemer ou se multiplier spontanément. Grâce à leur stratégie de dissémination, les graines se retrouvent éloignées de la plante mère et attendent là les conditions favorables à leur réveil. Le jardinier est invité à se laisser surprendre et à être vigilant pour sélectionner les pousses à garder. A lui de favoriser la germination propre à chaque spécimen.

4 Saisons, mars - avril 2022

Le bain a du bon

Dans un bain le corps se relâche, les muscles se détendent, la tête se vide. Le sel marin ajouté a une action anti-inflammatoire, antalgique et contribue à défatiguer le corps. Les artères et les veines se dilatent, le flux sanguin augmente légèrement, obligeant le cœur à battre un peu plus fort. Donc le muscle cardiaque se fortifie et réactive à son tour la circulation sanguine. Les vapeurs d'eau dégagées pendant le bain vont aussi dégager sinus, bronches et poumons. En cas de handicap, des solutions prothétiques existent pour entrer dans la baignoire.

Génération, mars 2022

Sauf mention contraire,
«Les bonnes nouvelles de L'Essor»
de ce numéro
ont été débusquées et rassemblées par
Margaret Zinder.

16

Prochain numéro de L'Essor, (N° 3/2022, mi-juin), Forum libre

Sujet de politique, de société, de justice ou faits divers, d'Histoire ou de voyage, de rencontre(s) ou de coutumes régionales, adressez votre contribution à: redaction@journal-lessor.ch

Dans Word, votre texte doit contenir soit **2500 (24-26 lignes ou env.400 mots), soit 5000 signes max., (53-56 lignes, ou 800 mots) caractères & espaces compris.** Une ligne standard, Times corps 12 dans Word contient environ 90-95 signes. **1 page dans L'Essor correspond à 55-56 lignes dans Word, soit 1 page + 5-6 lignes.** Merci de vérifier avant de nous envoyer votre texte. **Menu «outil» puis menu «statistiques».**

La rédaction publiera vos contributions dans l'ordre d'arrivée. La place étant limitée, la rédaction ne publiera pas les articles arrivés tardivement.

Délai pour le numéro 3/2022: Vos contributions doivent nous parvenir le 10 mai 2022 au plus tard. Le même délai est valable pour le Courrier des lecteurs (500 signes max.)

L'Essor:

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

IMPRESSUM	
Rédacteur responsable:	Rémy Cosandey • Léopold Robert 53, 2300 La Chaux-de-Fonds • 079 273 45 14 - redaction@journal-lessor.ch
Équipe de rédaction:	Christiane Betschen, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, François Iselin, Marc Gabriel, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Margaret Zinder.
Correctrices:	Gloria Barbezat, Christiane Betschen, Monique Cosandey.
Membres d'honneur:	Mousse Boulanger, Susanne Gerber.
Administration & retours:	L'Essor – Abonnements Tunnels 16, 2300 La Chaux-de-Fonds • Info@journal-lessor.ch
L'Essor:	www.journal-lessor.ch Abonnement annuel: CHF 36.- Compte postal: Journal l'Essor, 12-2620-0
ISSN 1023-5663	Graphisme: info@e-scribe.com
Impression:	Easydoc, En Chamard 46E, 1440 Montagny